

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22^{ème} année - N° 3935 - Lundi 09 Août 2021 - Prix : 200 Fc

SOCIÉTÉ

À quand la fin des pénuries ?



Photo d'archive

SANTÉ PUBLIQUE

Vers une vulgarisation de la liste des médicaments essentiels

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

Prières aux heures officielles

Du 06 au 10 Août 2021

Lever du soleil:

06h 25mn

Coucher du soleil:

18h 01mn

Fadjr : 05h 13mn

Dhouhr : 12h 17mn

Ansr : 15h 16mn

Maghrib: 18h 04mn

Incha: 19h 18mn



AZALI AU MOZAMBIQUE

La paix et la sécurité au cœur des discussions

Dans le cadre du climat d'insécurité qui règne au Mozambique, le chef de l'Etat Azali Assoumani a rendu visite à son homologue Felipe Nyusi, Président de la Mozambique afin de lui témoigner son soutien durant cette dure épreuve.

Le président Azali Assoumani a rencontré mercredi 04 août dernier Felipe Nyusi, président de la République du Mozambique. Les deux chefs d'Etat ont abordé plusieurs sujets notamment la question du climat d'insécurité qui règne dans ce pays en proie à des attaques surprises attribuées à de terroristes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et du Groupe Etat islamique (Gei). Au



Azali rend visite à son homologue du Mozambique.

cours de cet échange, son homologue Nyusi, l'a chaleureusement remercié pour ce déplacement, ses

mots de réconfort et pour la solidarité dont les Comores font preuve en ce moment précis où son pays a

besoin de tous ses frères pour faire face à ses problèmes du moment. « On peut choisir ses amis mais le frère et le voisin, on ne les choisit pas », laisse-t-il entendre.

De son côté, le président Azali Assoumani a choisi d'effectuer cette visite fraternelle, non seulement pour s'enquérir de la situation mais aussi pour voir comment les deux pays pourraient conjuguer leurs efforts pour consolider la paix et la sécurité et soutenir le développement socio-économique commun, dans le cadre bilatéral et dans celui de l'Union africaine et de la SADC auxquelles appartiennent les 2 pays. Les deux présidents ont fait part de leur volonté de travailler et d'agir ensemble contre toute forme de menace dans le Canal de

Mozambique. Les deux hommes ont réitéré les efforts de la Communauté de développement des Etats d'Afrique australe (Sadc).

Ils se félicitent également du déploiement annoncé d'une force anti-terroriste au Mozambique, notamment dans la province de Cabo Delgado. Il est donc convenu de multiplier les échanges et les visites et de mettre en place un comité conjoint chargé de travailler, à échéance de septembre prochain, sur la signature des accords de coopération et la mise sur pied d'une commission mixte entre les 2 pays.

Andjouza Abouheir

COOPÉRATION

Suivi de l'antenne de l'ACCI à Ndzouani

Le mardi 3 août dernier s'est tenu à Mutsamudu (Ndzouani) un atelier de sensibilisation, d'information et de mobilisation des partenaires locaux. Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre du suivi de la mise en place de l'antenne de l'Agence Comorienne de Coopération Internationale (ACCI) intervenue en novembre dernier.

L'équipe de l'agence ayant à sa tête Mme Fatoumia Bazi, a été renforcée par la présence du secrétaire général du ministère des Affaires Étrangères M. Maoulana Said. La séance d'ouverture a été honorée de la présence de plusieurs autorités ainsi que des acteurs de développement de l'île. Selon la page web du Gouvernorat de l'île, plusieurs discours ont été prononcés en la circonstance.

Après le mot de bienvenue de la directrice de l'ACCI, a suivi l'allocation du S.G du ministère des Affaires étrangères et celle du S.G du gouvernorat M. Afraitane Said

Bacar Abdoulhamid, représentant le Gouverneur Anissi Chamsidine. Le secrétaire général du ministère a tenu à souligner que la tenue de l'atelier « répond à un souci de rapprochement des services de l'ACCI et une extension du ministère des Affaires étrangères auprès des acteurs de développement de l'île ».

Pour sa part, le Secrétaire général du gouvernorat a, au cours de son intervention, livré un passage de la vision du gouverneur sur les activités de l'Agence : « l'antenne de l'ACCI est un outil très important pour le développement de l'île autonome de Ndzouani ». Puis de préciser que le développement suppose plusieurs secteurs à développer notamment la formation des ressources humaines, car le développement n'est pas un idéal, mais une réalité. Cependant, il reste convaincu que la présence de l'antenne permettra d'aller très rapidement dans le développement des îles.

Par ailleurs, les responsables de l'Agence ont fait des exposés sur les missions de l'ACCI, la plateforme «



Installation de l'antenne ACCI Anjouan.

Coopérations », un outil pour stimuler l'écosystème national de la coopération sud-sud aux Comores, la présentation d'une mission d'Expertise de la Banque Islamique de Développement (Bid) et sur les activités d'une association de la

place, l'Association des Femmes Actives de Mutsamudu (AFAM).

Ces interventions ont permis aux participants de mieux s'imprégner du rôle de l'ACCI à travers des discussions très animées. A la clôture de l'atelier, le S.G du ministère des

Affaires étrangères a émis le vœu de voir le rôle de l'Agence s'affirmer davantage par le déploiement d'activités sur le terrain au niveau des îles.

Mmagaza

CONFLIT MTSAMDOU/ITSINKOUDI

Toiouilou Ahamada appelle les cadres à se réunir pour l'intérêt de la région

Suite au conflit opposant les villages de Mtsamdou et Itsinkoudi, le conseiller communal de Wachili ya djuwu, Toiouilou Ahamada Youssouf, est à pied d'œuvre pour replanter et cimenter la stabilité et la paix dans les deux localités de la même région. Il fait appel aux institutions, cadres et notabilité de la région à se réunir pour le bien de la région.

Rien ne peut se faire sans la paix et la stabilité. C'est dans cette optique, que le conseiller communal de Wachili ya djuwu Toiouilou Ahamada Youssouf recommande à ses collègues de la région de se tendre la main. « Certes, la vie commence à reprendre son cours dans les deux villages, mais beaucoup reste à faire. Chacun de nous, doit apporter son soutien. Donc je pense qu'il faut rassembler les cadres et les institutions de la

région pour rétablir l'ordre dans notre région, une bonne fois pour toutes », souligne-t-il.

Selon lui, les cadres de Wachili n'ont pas une bonne connexion. « Les institutions publiques dont, les préfectures et les maires se sont réunies dimanche dernier pour le même problème. Et d'autres cadres se sont réunis le même jour pour ce même problème, pourtant on a un seul but. Cela peut susciter un autre conflit intellectuel et ça va empirer

les choses », dit-il, avant d'ajouter que « l'autre groupe mélange le conflit à la politique. Et ce n'est pas une question de politique, c'est la stabilité de notre région. Raison pour laquelle, j'appelle toutes les institutions, cadres et notables de Wachili à se réunir dans le seul but : la paix dans la région. Car sur cette question, il faut parler le même langage ».

Ce dernier reste confiant par amour à la région. « Il est temps de

prendre conscience sur cette affaire et cimenter la stabilité et la paix dans notre région. Il faut dépasser nos clivages politiques, car nous avons déjà un maire et c'est Dieu qui l'a voulu. Nous voulons que la paix règne dans la région. En ma qualité d' élu communal, je souhaite qu'on se réunisse pour le bien de notre région et également pour l'avenir de notre jeunesse », conclut-il.

Nassuf Ben Amad

SOCIÉTÉ

À quand la fin des pénuries ?

Plus de 36 heures sans électricité, le pays a vécu un black out total. Cette situation a impacté beaucoup de secteurs aux conséquences non négligeables. Certes le gouvernement reconnaît le black-out du jeudi dernier, mais des explications méritent d'être données.

Toute l'activité socio-économique était aux arrêts. Presse, transport, restaurant, épicerie et l'administration ont été touchés par ce black-out causé par la coupure d'électricité pendant plus de 36 heures. L'économie était au ralenti du 05

au 06 août dernier. Un climat morose régnait dans la capitale. Mais les conséquences de cette panne de courant engendrée par la pénurie de gasoil restent encore à évaluer. Un manque à gagner et des pertes à court terme sur l'économie sont constatés par les commerçants. Les supermarchés étaient obligés de vider une partie de leurs stocks de produits frais pour les congeler dans des chambres froides. Selon un opérateur économique de la place, le pire a été évité de justesse. « En réalité nous sommes habitués aux pannes de courant et nous nous y préparons. Il est vrai que la journée était

difficile pour beaucoup d'entre nous mais le pire a été évité. Nous espérons que cette question de pénurie va être étudiée de plus près pour prévenir ce genre de crise », précise-t-il.

Si les opérateurs ont échappé à un désastre, ce n'est pas le cas de certains restaurants et épiceries qui ont vu leurs produits pourrir par défaut d'électricité. « Le travail était au ralenti. On se débrouillait avec les moyens de bord pour ne pas perdre nos clients », confie un restaurateur. Même son de cloche pour Moussa, un vendeur de yaourt à la criée à Volo-volo. Ce dernier s'est vu

contraint de jeter ses yaourts pour éviter le risque d'intoxiquer ses clients. « J'ai perdu plus de 5000 kmf à cause de ce black out. Et je tiens à le dire car c'est avec mon petit business que j'arrive à nourrir ma famille », dit-il.

Le gouvernement de son côté dit reconnaître le black-out. En effet, dans un tweet le ministre de l'économie en charge de l'énergie Houmed Msaidie a reconnu ce black-out qui a mis à l'arrêt l'économie du pays. « Oui le ministre que je suis et la direction de Sch ne peuvent nier leur responsabilité dans le rationnement du gasoil et du black-out de plus de 24 heures.

L'absence d'anticipation est flagrante », répond-t-il sur tweeter au tweet du journaliste de la Gazette des Comores, Toufé Maécha. Rappelons que cette situation vient s'ajouter à la série de pénuries de certains produits alimentaires de première nécessité qui sévit dans le pays au cours de ces deux derniers mois. Un problème lié sans doute à la baisse des mouvements de bateaux au port de Moroni, depuis plusieurs mois, perturbant la chaîne d'approvisionnement maritime du pays avec son lot d'augmentations des prix à la consommation.

Andjouza Abouheir

SANTÉ PUBLIQUE

Vers une vulgarisation de la liste des médicaments essentiels

Le ministère de la santé avec l'ANAMEV (agence nationale des médicaments et des évacuations sanitaires) en collaboration avec l'organisation mondiale de la santé, sont à pied d'œuvre pour mettre à jour la liste des médicaments essentiels utilisés en Union des Comores. Les personnels de santé et les pharmacologues étaient réunis ce vendredi à Fomboni pour un atelier de concertation à ce sujet.

Un atelier de vulgarisation de la liste nationale des médicaments essentiels en Union des Comores s'est tenu dans les locaux de la production à Fomboni Mohéli. Organisé par le ministère de la santé en collaboration avec l'organisation mondiale de la santé et l'ANAMEV, cet atelier avait comme objectif de mettre à jour et vulgariser la liste des médicaments de base dans l'ensemble des îles en vue de sécuriser leur accès mais surtout de lutter contre la pénurie.

Selon les intervenants, chaque pays doit réviser sa liste des médicaments essentiels tous les deux ans puisque les médicaments comme les pathologies peuvent aussi changer. « Dans notre pays, il y'a plusieurs spécialistes dans différents domaines sanitaires qui retournent au pays après des longues années d'études à l'extérieur. Donc il faut qu'ils arrivent à avoir les médicaments qu'il faut pour la prise en charge effective de leurs patients », indique Dr Ahamada Saïd Fazul, le directeur général de l'ANAMEV.

Selon lui, plusieurs résultats sont attendus lors de la vulgarisation de cette liste médicale. Premièrement, le patient virtuel sera rassuré que tous les pathologies qui existent dans le pays seront prises en considération. À l'en croire les médicaments inscrits dans cette liste essentielle seront moins chères. « Cette responsabilité incombe à l'Occopharma puisque c'est lui qui sera obligé de les commander, et les rendre disponible dans toutes les



Mise à jour de la liste des Médicaments essentiels.

structures sanitaires du pays afin que chaque patient qui a une pathologie puisse trouver le traitement adéquat », précise Dr Fazul.

Quant à Mohéli, malgré les efforts déployés au niveau du ministère de la santé avec ses partenaires en matière de conservation des

médicaments, Mohéli est malheureusement loin d'être un exemple. « Deux pharmacies seulement répondent aux normes pour une pharmacie digne de ce nom », fait remarquer le DG de l'ANAMEV avant de poursuivre que « le ministère de la santé reconnaît deux pharmacies

seulement à Mohéli dont la conservation de médicaments est optimal ». « Les structures pour le dépôt des médicaments est un dossier que nous allons examiner », conclut-il.

Riwad

150 Comoriens de Madagascar ont regagné le pays

Bloqués à Madagascar depuis plusieurs mois pour des raisons de crise sanitaire liées à la covid-19, environ 150 Comoriens ont regagné leurs foyers respectifs. Une joie pour ces compatriotes qui ont longtemps attendu ce retour.

C'est à bord d'Air Seychelles que 150 comoriens ont regagné vendredi 06 août dernier le pays après plusieurs mois de difficultés à Madagascar. Bloqués dans la grande île depuis la deuxième vague de la covid-19 qui a lourdement touché les deux pays, la compagnie Comores Voyage a entendu leurs cris d'alarme et s'est proposé volontairement de les rapatrier en mettant à leur disposition un charter Antananarivo-Moroni. Un espoir pour ces braves gens qui ont

longtemps attendu un retour dans le pays. Bien évidemment, les conditions sanitaires étaient requises pour ce retour, à savoir un test PCR négatif obligatoire, le port de masque, être

comoriens et les services prestataires sont exclus. D'après l'agence, environ 250 personnes avaient manifesté leur intérêt mais seulement 150 ont pu prendre le vol. «

Nous espérons d'ici le mois prochain rapatrier un autre contingent », précise celle qui a noué un partenariat avec Air Seychelles pour faciliter le voyage.

Pour rappel, dans un entretien téléphonique, le porte-parole du gouvernement Houmed Msaidie avait fait savoir que les autorités vont faciliter les démarches de rapatriement des personnes bloquées à Madagascar. « Nous allons faire un accompagnement pour les démarches pour qu'ils retrouvent leurs familles respectives », avait-il confié.

Pour mémoire, lors de la première vague de la Covid-19, le gouvernement avait mis les bouchées doubles pour rapatrier les comoriens bloqués de l'extérieur. Et c'est la compagnie AB aviation qui s'était proposé de rapatrier ces comoriens qui étaient coincés à la grande île au moment où ils avaient perdu tout espoir.

Andjouza Abouheir



Arrivée des Comoriens bloqués à Mada (Photo d'archive)

APPROVISIONNEMENT EN EAU

Djoiezi n'est toujours pas alimentée depuis 5 ans

Cela fait 5 ans depuis que Djoiezi, village de l'ancien président Ikililou Dhoinine connaît des problèmes d'eau, malgré toutes les promesses faites aux habitants de cette localité. Des volontaires du village ont entamé un projet d'adduction d'eau de manière artisanale à la rivière Ngnombeni (à 300 m des habitations) mais qui demande beaucoup de moyens. Une délégation de Djoiezi a été reçue la semaine dernière par le Directeur Général de la SONEDE (société nationale d'exploitation et de distribution de l'eau) Soundi Goulam en mission dans l'île. La réhabilitation et l'extension du réseau en place étaient au menu des discussions.



Distribution d'eau à Djoiezi en discussion à la SONEDE.

Dans le cadre du projet d'extension et de réhabilitation du réseau d'adduction d'eau à Mohéli sous financement du Fonds vert pour le climat, le patron de la SONEDE Soundi Goulam a reçu une délégation de Djoiezi conduite par le secrétaire général du conseil supérieur de la magistrature Soilihi Mahamoud (Sako) au siège de la direction régionale de cette société sise au quartier Colas. Plusieurs points ont été soulevés notamment l'approvisionnement en

eau potable dans la ville de Djoiezi qui en souffre depuis 5 ans. On a parlé d'un autre captage qui sera plus productif mais également de la réhabilitation du réseau d'adduction d'eau déjà existant.

La délégation se dit prête à accompagner toute initiative visant à développer le secteur de l'eau à Mohéli. « La SONEDE rencontre des multiples problèmes liés à la gestion rationnelle de l'eau ici à Mohéli, mais avec leurs efforts beaucoup de villages ont accès à

l'eau potable », lance Sako avant d'enchaîner que « c'est ça la politique de l'émergence du pays, faciliter le quotidien des ménages ».

Quant à M. Goulam, il rassure que l'approvisionnement en eau dans les communautés locales, tout en améliorant la capacité de production et en réhabilitant les réseaux de distribution constitue le fondement de la SONEDE. « Et la ville de Djoiezi devrait bénéficier de cette devise », promet-il. Et lui d'ordonner à son directeur tech-

nique de réaliser dans un bref délai les études de faisabilité de ce projet en cours à la rivière de Gnombeni et ainsi, soumettre le rapport afin de rendre enfin aux djoieziens l'accès à l'eau. La délégation de Djoiezi, village de l'ancien président Ikililou Dhoinine et la SONEDE ont convenu de mener une démarche commune pour un meilleur approvisionnement en eau.

Riwad

Numéros utiles

Police	Moroni: 764 46 64 Fomboni: 772 01 37 Mutsamudu: 771 02 00
Gendarmerie	Moroni: 764 49 92 Fomboni: 772 01 37 Mutsamudu: 771 02 00
Immigration	Ngazidja: 773 42 86 Anjouan: 771 01 73 Mohéli: 772 01 37
Aéroport	Hahaya: 773 15 95 Ouani: 771 07 31 Mohéli: 772 03 71
Port maritime	Moroni: 773 00 08 Mohéli: 772 02 57 Anjouan: 771 01 43
Hopitaux	Moroni: 773 25 04 Fomboni: 772 03 73 Mutsamudu: 771 00 34
Banques	BIC: 773 02 43 Eximbank: 773 94 01 Banque centrale: 773 10 02 SNPSF: 773 43 43 Meck: 773 36 40
MAMWE	Moroni: 773 48 00 Mutsamudu: 771 02 09 Fomboni: 772 05 18

TITRE DU POSTE
Informaticien**MISSION**

Gérer le bon fonctionnement des ressources informatiques (systèmes, réseaux, outils et périphériques). Préconiser et mettre en œuvre les solutions méthodologiques et techniques permettant d'optimiser l'exploitation informatique de l'entreprise. Assurer le développement, l'intégration et la mise en production de nouvelles applications afin de gérer l'évolution des systèmes d'informations. Conduire des projets informatiques ou transverses

ACTIVITES PRINCIPALES**Réalisation des objectifs**

- Participer à la définition de la stratégie et des objectifs de l'entreprise en matière de systèmes d'informations ;
- Proposer des projets d'évolution en fonction des besoins des utilisateurs ;
- Maintenir en condition opérationnelle les ressources matérielles et logicielles en veillant au respect des normes et des procédures.
- Participer à l'élaboration et la mise en place du plan de reprise des activités ;
- Participer à la rédaction et diffusion des procédures.
- Exercer une veille sur les évolutions technologiques et être force de proposition.

Installation, maintenance et sécurisation des systèmes d'information

- Gérer et optimiser le réseau informatique (La technologie de sauvegarde des données, Le réseau, La sécurité des données, Les systèmes de sauvegarde) pour favoriser un système d'information performant et sécurisé.
- Définir et mettre en place les outils d'automatisation, de supervisions et de sécurisation de la production.
- Installer les logiciels et les matériels retenus et configurer les postes de travail ;

- Planifier les traitements automatiques : alarmes, ordonnancement, sauvegardes ;
- Proposer les évolutions pertinentes de l'infrastructure informatique et leur éventuel déploiement.
- Participer à l'intégration des nouvelles applications au système d'information existant ;
- Assurer une surveillance en temps réel des systèmes et des applications;

Support et assistance aux utilisateurs et fonctions transversales

- Apporter un support technique et une assistance aux utilisateurs
- Assurer la gestion des incidents d'exploitation (analyse des incidents, diagnostic et résolution des incidents) ;
- Anticiper les besoins des utilisateurs et les évolutions du système.

COMPÉTENCES REQUISES**Compétences techniques :**

• Connaissance large des systèmes d'information :
Infrastructure : serveurs, stockage, bases de données, réseaux, virtualisation, Cloud, sécurité, etc.

Technologies : Linux, Microsoft, Windows Server, Web Logic de SGBD Oracle et SQL Server, Hyper V-VEEAM, Cisco.

Les applications : Sage Paie Office 365 - Une connaissance des logiciels bancaires serait appréciée.

• Maîtrise des Langages de programmation de scripts et d'automatisation de routines (Powershell, Bash et Perl ou Python)

- Connaissance du référentiel ITIL.
- Connaissance des méthodologies de gestion de projet
- Développement des outils de reporting et de pilotage à l'endroit des opérationnels
- Maîtrise de l'anglais technique

Aptitudes professionnelles

Disponibilité, résistance au stress, réactivité, adaptabilité, rigueur, esprit d'analyse et de synthèse, sens de l'innovation, sens du résultat, sens de l'écoute et de la communication, force de persuasion, pédagogie, développement des compétences, sens de la coopération et de l'esprit d'équipe, bonne expression écrite et orale.

PROFIL DU CANDIDAT**Formation**

- Formation de niveau Bac + 4/5 en informatique : MIAGE, Master informatique
- Ecole d'ingénieurs (informatique, télécoms, généraliste)

Expériences

• Une expérience minimum de **1 à 2 ans** au sein d'une direction informatique ou dans une entreprise de service informatique serait appréciée.

Pièces à fournir

Curriculum Vitae ;
Lettre de motivation adressée à l'Administrateur Provisoire de la BDC;
Copie certifiée du/des diplôme(s) ou certificat(s) requis ;
Certificat de travail ;
Copie de la carte d'identité biométrique ;
Extrait du casier judiciaire datant de moins de **trois (3)** mois,

Dépôts des dossiers

Date limite **le vendredi 27 août 2021 à 11h30min**
Lieu : Siège de la BDC-Moroni / Secrétariat ou par mail au rh@bdevcom.net

FOOTBALL FÉMININ/COUPE DES COMORES

FC Upvanga de Moya sacré vainqueur de la coupe des Comores

La phase nationale de la coupe des Comores du football féminin se jouait cette année à Mohéli. FC Upvanga de Moya à Anjouan est sorti vainqueur pour la quatrième fois consécutive en battant l'équipe FC Inanga de Djongwé de Mboudé sur un score de 2 à 0.

Ce vendredi, au stade Elhadj Ahmed Matoir se jouait la finale de la phase nationale de la coupe des Comores du football féminin. Un événement qui a vu la participation de plusieurs autorités des instances nationales du football. Mme Kaniza Ibrahim de la CAF a fait le déplacement depuis Moroni pour la circonstance. Victorieuse ce vendredi en finale face au FC Inanga, Upvanga Espoir remporte l'édition 2021 de la Coupe des Comores féminine. Un doublé de Halima Athoumane a suffi aux Rouges de Moya pour s'offrir leur second sacre consécutif dans cette compétition. La finale entre l'équipe de Djongwé et celle de Moya s'est soldée en première partie sur un score nul de 0 partout au stade Elhadj Ahmed Matoir de Fomboni. Après une domination quasi



Ouvanga-Espoir remporte la coupe des Comores-2021.

totale en première période mais infructueuse, Upvanga Espoir est revenue avec beaucoup d'envie au retour des vestiaires. Les coéquipières de Charline Ould Bamba s'étaient heurtées durant les 45 premières minutes à une défense d'Inanga bien en place. Mais le vent avait semble-t-il tourné en seconde période au Stade El Hadj Mattoir. La capitaine Halima Athoumane

trouve rapidement la faille en transformant magnifiquement un coup franc à 25 mètres pleine lucarne (1-0, 54è).

L'internationale comorienne s'offre le doublé en fin de rencontre en éliminant presque toute la défense adverse avant de déclencher un puissant tir au premier poteau (2-0, 85è). Upvanga Espoir s'impose à la fin de la rencontre et s'offre son

second trophée en Coupe des Comores (2019 & 2021). Au total, les Rouges de Moya en ont inscrit 8 buts dans cette Phase Nationale sans encaisser. Elles avaient écrasé en demi-finale le FC Nioumachoi par 6 buts à 0.

Riwad

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssef
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riwad
 Raanti Aboubakar (Stagiaire)
Chronique Sportive
 B.M. Gondet
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



Ministère de l'Agriculture,
De la Pêche et de l'Environnement



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS ET DE LA COMPÉTITIVITÉ (P164584), CRÉDIT IDA 6423 KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET

AVIS D'APPEL D'OFFRE INTERNATIONAL OUVERT

Réf. N°2021/003/MAPE/PIDC/AOI

Pour l'acquisition, et la mise en place d'un logiciel de Gestion de la relation Client ou Customer Relationship Management (CRM) pour le compte du Projet Intégré de Développement des Chaines des Valeurs et de la Compétitivité (PIDC) aubénéfice de l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANPI)

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un crédit de l'Association Internationale pour le Développement pour un montant de **25 millions des dollars Américains** pour financer le projet Intégré de Développement des Chaines des Valeurs et de la Compétitivité (PIDC), et a l'intention d'utiliser une partie de crédit pour effectuer des paiements au titre du Marché : **l'acquisition, et la mise en place d'un logiciel de Gestion de la relation Client ou Customer Relationship Management (CRM) au bénéfice de l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANPI)**

2. Le Ministère en Charge de l'Agriculture de la Pêche et de l'Environnement (MAPE) à travers le Projet Intégré de Développement des Chaines des Valeurs et de la Compétitivité (PIDC) sollicite des offres de la part des soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour l'acquisition et la mise en place du CRM en faveur de l'ANPI.

3. La passation de Marché sera conduite par Appel d'Offres International (AOI) tel que défini dans les Règles de Passation de Marchés applicables aux Emprunteurs, dans le cadre de financement de projets d'investissement, (édition du 1er juillet 2016, révisée en novembre 2017 et août 2018.), ouvert à tous les soumissionnaires de tous pays éligibles tels que définis dans le règlement.

4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires auprès du secrétariat du PIDC et prendre connaissance du document d'appel d'offre à l'adresse suivante :

Bureau du PIDC/ Ministère de l'Agriculture de la Pêche de l'Environnement, Mdé ex-Cfader Moroni, BP /41. email projetpidc@gmail.com de 8h 00 à 15h 00 du lundi au vendredi et du samedi de 8h à 12H 30min.

5. Le soumissionnaire intéressé peut obtenir le Dossier d'Appel d'Offres complet en formulant une demande électronique à l'adresse mentionnée ci-dessus.

6. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessous au plus tard **le samedi 28 aout 2021 à 1200.**

7. La soumission des offres par voie électronique n'est pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

8. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires présents en personne à l'heure d'ouverture des offres.

Lancé, le 09 aout 2021



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



Secrétariat Général

Projet d'Appui à la Gouvernance Financière (PAGF)

Unité de Gestion de Projet (UGP)

N° CKM 1107 01 R/CKM 1107 02 S

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

Le Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire de l'Union des Comores a reçu un financement de l'Union Européenne (UE) et de l'Agence Française de Développement (AFD) pour financer le coût du Projet d'Appui à la Gouvernance Financière (PAGF) pour un montant de (7 757 009 euros) et le Ministère a l'intention d'utiliser une partie du montant de celui-ci pour effectuer les paiements au titre de ce présent service : un (e) Assistant (e) de Direction pour assurer le suivi administratif de l'Unité de Gestion du Projet (UGP). La durée du contrat est d'un (01) an renouvelable sur un maximum de 4 ans après une évaluation positive pour les années suivantes.

1. Placé sous la responsabilité du Coordonnateur, l'assistant (e) administratif (ve) aura pour responsabilités :

- Gérer au quotidien toutes les questions et activités administratives du projet ;
- Suivre les correspondances entrant et sortant relatives au projet ;
- Assurer la réception, l'enregistrement et l'acheminement du courrier, en lien avec le chauffeur ;
- Assurer l'accueil des visiteurs, les informer et

les orienter sur le projet ;

- Rédiger des projets de correspondances, notes et rapports administratifs sur la base de directives orales ou écrites du Coordonnateur ou des autres cadres du projet ;
- Assurer l'appui administratif pour l'organisation et le déroulement des séminaires et ateliers techniques mis en œuvre dans le cadre du projet (préparation, envoi et suivi des invitations ; réservation de salles ; tenue de feuilles de présence) ;
- Appuyer la bonne réalisation des missions réalisées dans le cadre du projet par les consultants nationaux et internationaux (préparation de l'accueil à l'aéroport, hébergement) ;
- Gérer l'agenda du Coordonnateur de l'UGP ;
- Veiller à la bonne tenue, au classement et à l'archivage physique et électronique des dossiers et documents utilisés par le projet ;
- Organiser, sur le plan logistique, les réunions d'équipe et du Comité de Pilotage ;
- Réaliser toute tâche de secrétariat nécessaire dans le cadre des activités du projet.

2. L'Unité de Gestion qui est chargée de la mise en œuvre du projet d'appui à la Gouvernance Financière (PAGF) invite les candidats (es) à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus.

Le/la Candidat (e) intéressé(e) doit produire les informations démontrant qu'il (elle) est qualifié (e) et expérimenté (e) pour réaliser les présents Services. A ce titre, il (elle) peut justifier qu'il (elle) possède des qualifications requises (lettre de motivation, curriculum vitae, photocopies certifiées des diplômes, attestation ou certificat de travail, attestation de stage etc).

3. Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'Article 1.3 des "Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers", disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>

4. Profil du candidat exigé : Le ou la candidat (e) recherché (e) doit avoir le profil suivant :

- * Bac + 3 au minimum en Administration Economique et Sociale (AES) ou en Gestion des Entreprises et des Administrations (GEA) ou autres domaines connexes ;
- * Avoir une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans un poste similaire ;
- * Avoir une expérience avec au moins un bailleur de fond est un atout ;
- * Forte capacité de travail, de rigueur et d'organisation ;

- * Maîtrise des outils bureautiques (World, Excel, power point, etc.) ; et
- * Bonne expression écrite et orale en Français.

5. Les Candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous, aux heures suivantes : **du lundi au jeudi de 8h00 à 14h30 et le vendredi à 11heures.**

6. Les Manifestations d'Intérêt doivent être envoyées par courrier électronique et/ou physique aux adresses ci-dessous, au plus tard le **jeudi 19 août 2021 à 12h30 (heure de Moroni – Comores)**

A l'attention du Coordonnateur National du projet PAGF

Monsieur Ahamada Ali Mmadi
Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire

Place de l'indépendance
Unité de Gestion du Projet

BP : 324 Moroni

Moroni - Union des Comores

Bureau (269) 773 80 67 Mobile : (+269) 332 60 09

Email : coordination.pagfcomores@gmail.com et coordon.pagfcomores@gmail.com



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



Secrétariat Général

Projet d'Appui à la Gouvernance Financière (PAGF)

Unité de Gestion de Projet (UGP)

N° CKM 1107 01 R/CKM 1107 02 S

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

Le Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire de l'Union des Comores a reçu un financement de l'Union Européenne (UE) et de l'Agence Française de Développement (AFD) pour financer le coût du Projet d'Appui à la Gouvernance Financière (PAGF) pour un montant de (7 757 009 euros) et le Ministère a l'intention d'utiliser une partie du montant de celui-ci pour effectuer le paiement au titre de ce présent service : le chauffeur du projet pour mission d'assurer les courses journalières ou services de l'Unité de Gestion du Projet (UGP). La durée du contrat est de un (01) an renouvelable sur un maximum de 4 ans après une évaluation positive pour les années suivantes.

1. Placé sous la responsabilité du Coordonnateur, le chauffeur aura pour responsabilités :

- Conduire le véhicule de l'UGP ;
- Effectuer les courses journalières ou services (acheminement du courrier, photocopies,...) effectués dans le cadre du fonctionnement du projet.
- Réaliser les dépôts et/ou de retraits de documents administratifs liés au projet auprès des départements, ministères, ou tout autre correspondant du projet suivant les instructions reçues ;

• Transporter le personnel permanent du projet et/ou des matériels durant les réunions, ateliers et missions liés au projet ;

- Réaliser des déplacements liés aux missions de formation ou d'expertise de court terme (accueil et reconduite à l'aéroport, déplacements à Moroni ou à l'extérieur de la capitale) ;
- Suivre l'état des véhicules à partir d'un contrôle périodique (notamment en cas d'utilisation de véhicule par une tierce personne) ;
- Réaliser les entretiens quotidiens et périodiques conformément au programme de maintenance ;
- Assurer la mise à jour quotidienne (et après chaque course) du cahier de bord (date, kilométrage parcouru, carburant, entretien effectué, etc.) et la transmission en fin de semaine de ce dernier à l'UGP ;
- Remplir les formalités prévues dans les dispositions réglementaires en cas d'accident ;
- Exercer toute autre fonction assignée par le Coordonnateur en rapport avec son poste.

2. L'Unité de Gestion qui est chargée de la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Gouvernance Financière (PAGF) invite les candidats à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les Candidats intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents

Services. A ce titre, ils peuvent justifier qu'ils possèdent des qualifications requises (lettre de motivation, curriculum vitae, permis de conduire, certificat de scolarité, attestation ou certificat de travail, certificat médical etc.).

3. Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'Article 1.3 des "Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers", disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>

4. Profil du candidat exigé :

- Niveau d'étude : collège minimum savoir lire et écrire ;
- Titulaire d'un permis valide ;
- Un minimum de 5 ans d'expérience professionnelle dans un poste similaire ;
- Connaissance des règles de conduite et des règlements ;
- Compétences dans les réparations mineures des véhicules ;
- Disponible pour des fréquents déplacements ;
- Aptitude à travailler en équipe et sous pression ;
- Connaissance parfaite des entités administratives (Ministères etc) et des localités des projets financés par d'autres bailleurs ;
- Très bonne condition physique et morale ;

- Respectueux, dynamique et serviable ;

4. Les Candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous, aux heures suivantes : **du lundi au jeudi de 8h00 à 14 h30 et le vendredi à 11heures.**

5. Les Manifestations d'Intérêt doivent être envoyées par courrier électronique et/ou physique aux adresses ci-dessous, pour le **jeudi 19 août 2021 à 12h30 (heure de Moroni – Comores)**

A l'attention du Coordonnateur National du projet PAGF

Monsieur Ahamada Ali Mmadi
Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire

Place de l'indépendance
Unité de Gestion du Projet

BP : 324 Moroni

Moroni - Union des Comores

Tél: Bureau (269) 773 80 67 Mobile: (+269) 332 60 09

Email : coordination.pagfcomores@gmail.com et coordon.pagfcomores@gmail.com